QUAND LE BUDGET DE « RÉVOLTE » DEVIENT LA NORME

ACTION SOCIALE DÉCIMÉE

Depuis plus de 20 ans, les crises économiques successives mettent à mal les finances publiques dans leur globalité. A l'instar des Conseils généraux, un nombre toujours plus grand de collectivités locales est obligé de voter des budgets déficitaires, accroissant par la même occasion leur vulnérabilité face aux marchés financiers. Près de 30% des intercommunalités seraient ainsi concernées. Sans capacité à mobiliser de nouvelles ressources, ces collectivités sont contraintes de réduire chaque année leur niveau d'action local qui est tombé à

moins de 10% de ce qu'il était il y a 20 ans. L'action sociale pâtit particulièrement de cette situation, elle est réduite à portion congrue et n'est plus prise en charge qu'à travers les quelques dispositifs (revenu minimum, aide aux handicapés) portés par les régions. Les CCAS et autres structures d'aide sociale de proximité ont tous mis la clé sous la porte.

LE MOUVEMENT DES « VILLES EN TRANSITION » PREND LE PAS

ÉCHEC DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE?

Ces initiatives bénéficiant aujourd'hui d'une large audience auprès d'une population très diverse sont notamment la conséquence d'une défiance croissante envers les décideurs locaux, jugés incapables de faire face aux enjeux de nos territoires : explosion du prix de l'énergie, exposition des populations aux aléas

climatiques et économiques, etc. Témoignage de cette désaffection, les derniers scrutins ont affiché une abstention systématiquement supérieure à 60% des inscrits sur les listes électorales.

Le journal local de 2035 consacre un dossier complet au phénomène et au rôle joué par les Agenda 21 locaux : quels sont les grands titres pour chacune des pages du dossier :

LA FABRIQUE D'UN TIERS ESPACE

RURAL A L'ABANDON

Fait nouveau, la périurbanisation a cessé. Le coût élevé de la mobilité, les contraintes environnementales et les règles d'urbanisme réaffirmées ont mis fin à la dispersion. Le modèle urbain compact et concentré est largement promu. Conséquence de cette politique d'aménagement et de gestion de l'espace prônant une ville des proximités, les campagnes rurales semblent avoir été livrées à elles-mêmes. Une partie de ces

espaces ruraux est lestée d'anciens espaces périurbains, désormais sans croissance mais également sans projet. Quant à la campagne plus lointaine, on sait qu'elle pâtit des coûts de la distance. On s'interroge donc sur les risques d'une trop forte dualisation sociale.

PILLAGE ORGANISÉ CHEZ LES MARAÎCHERS BIOS

FOOD JACKING

Devant la cherté et la rareté des produits bio, et vu leur succès grandissant, après la succession de crises alimentaires dues aux trafics organisés sur les produits importés (revente de produits avariés, trafiqués, irradiés ou porteurs de germes dangereux), les maraîchers bios sont régulièrement victimes de pillages, qui sont le fait de bandes organisées. Les produits dérobés seraient ensuite revendus par le biais de sites Internet marchands type « monpanierbio.fr ».

Les agriculteurs bio s'organisent en installant des

caméras de vidéosurveillance et réclament une protection de la police. Parallèlement, l'agriculture « classique » périclite. Les produits de l'agriculture intensive, depuis l'abandon de la PAC, ne sont plus compétitifs avec ceux des pays du Sud et sont de moins en moins recherchés par les consommateurs. Faute d'avoir su s'adapter, de nombreux agriculteurs, parmi les plus prospères dans les années 2010, se retrouvent condamnés au chômage ou font appel à l'aide sociale.

ACCÉLÉRATION DES RYTHMES DE VIE, IMMÉDIATETÉ, EXIGENCE DE RÉACTIVITÉ, LES POLITIQUES NE SUIVENT PLUS

POLITIQUES PUBLIQUES À LA TRAÎNE

La révolution numérique, l'usure ou l'obsolescence rapide des métiers, des technologies, des objets courants, mariages, familles, programmes politiques, personnes, savoir-faire... le présent tout entier devient instable, se raccourcit. Ceci génère stress, angoisse, absence de projection dans l'avenir, identité instable. La crise écologique accentue ce phénomène : la reproduction des écosystèmes est bien plus lente que la vitesse à laquelle l'homme épuise les ressources naturelles. Face à cela, les politiques publiques n'arrivent plus à

s'adapter, à réagir à l'attente de réponse immédiate, à l'urgence. La notion de proximité, de territoire d'appartenance, n'a plus cours.

Les conseils de quartiers sont désertés, les réunions publiques également. Les citoyens ou les habitants ne s'engagent plus qu'à travers une signature sur une webpétition ou un commentaire laissé sur une page facebook.

Difficile dans ces conditions de conduire des projets collectifs sur la durée.



DENSIFIER LA VILLE POUR LUTTER CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

CROISSANCE ENDOGÈNE

Face à la pression démographique en milieu urbain et à la réquisition des terres agricoles proches pour nourrir les villes, les cités n'ont d'autres solutions que la croissance endogène, la densification et la concentration de l'habitat. Les programmes de 're-lotissement' systématique passent au crible les quartiers pour construire sur les espaces encore libres et ajouter des étages aux immeubles existants. La spéculation sur le prix du m² en milieu urbain et l'augmentation galopante du prix de l'énergie poussent

à la division des surfaces habitables bien en dessous de la norme Empreinte Famille Responsable définies à 25 m² par habitant. La paupérisation endémique pousse les particuliers propriétaires à valoriser leur foncier en construisant dans leurs jardins, sans aucune cohérence les uns avec les autres. La densification est aussi fulgurante qu'anarchique. Les zones urbaines sont transformées en métropoles grouillantes, complètement minéralisées, étouffantes en périodes de fortes chaleurs et sans qualité de vie.



LE BIEN-VIVRE AU TRAVAIL, SOURCE DE RÉSILIENCE TERRITORIALE?

ENTREPRISE ROBUSTE

Face au phénomène massif de désengagement des salariés vis-à-vis de l'entreprise, à la perte de valeur du travail, à la très forte mobilité des cadres, un groupement d'entreprises s'est saisi depuis plusieurs années de la norme expérimentale « ISO 26 000, Bien-vivre au travail », qui permet de revoir le développement et les modes de management de l'entreprise à partir de valeurs éthiques. En travaillant sur le rapprochement des collaborateurs de leur lieu de travail, en proposant une offre de services aux

salariés (relaxation, garde des enfants, sport...), en renforçant le lien des entreprises avec les politiques locales et avec les centres de formation, en adoptant les valeurs du développement durable, cette démarche vise à fidéliser les salariés, qui retrouvent ainsi sens à leur travail, et peuvent rééquilibrer vie de famille, vie sociale et vie professionnelle.

Le journal local de 2035 consacre un dossier complet au phénomène et au rôle joué par les Agenda 21 locaux : quels sont les grands titres pour chacune des pages du dossier :

LA GROGNE MONTE FACE AUX ÉVOLUTIONS DE NOS CLIMATS

LA PRÉCARITÉ CLIMATIQUE

Canicules, épisodes pluvieux diluviens, pandémies... ces événements causant dégâts, pertes humaines et économiques se multiplient. Victime en premier lieu de ces événements, une population rebaptisée « les indignés du climat » cherche à faire entendre sa voix. Cumulant de nombreux facteurs de vulnérabilité

(difficultés d'accès aux ressources en eau, habitation en zone à risque, incapacité à financer des travaux dits résilients), ces familles s'enfoncent jour après jour dans une nouvelle forme de précarité : une précarité climatique.

Le journal local de 2035 consacre un dossier complet au phénomène et au rôle joué par les Agenda 21 locaux : quels sont les grands titres pour chacune des pages du dossier :

.....

UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE MAJEURE

LES «IMMOBILISÉS»

Suite à la décision, prise au niveau européen, d'adopter une taxe carbone (50 euros par tonne de carbone) le coût des transports individuels n'est plus soutenables pour les foyers, les prix des transports en commun s'envolent et les loyers en centre ville sont de plus en plus inabordable.

- Isolement et précarisation pour les ménages habitant loin de leur lieu de travail, dans des zones mal desservies:

- Phénomènes d'exode rural et périurbain ;
- Réquisition organisée par les ONG de tous les logements vacants, en construction et squat généralisés des centres villes.
 Une marche nationale réunit « les immobilisés », retraités, chômeurs, chauffeurs routiers, taxis, habitants du monde rural et périurbain isolé, qui réclament des politiques de soutien à la mobilité.

.....



TRANSPORTS EN COMMUN : LE GRAND RECUL

VOITURE INÉVITABLE?

S'ajoutant aux effets délétères de la stricte séparation des compétences entre les régions, les agglomérations et les villes, liée à la réforme des collectivités, la privatisation d'une grande partie des services de transports urbains et interurbains a largement contribué au recul vertigineux de l'utilisation des transports en commun par les usagers. Bus en retard ou aux horaires changeants, mauvaise adéquation des horaires entre inter et intra-urbain, cadencements inadaptés, quartiers entiers non desservis : dans plusieurs grandes villes, les usagers déclarent leur exaspération et le taux de motorisation des ménages

urbains augmente en flèche.

Seuls restent « prisonniers » des transports en commun les ménages les plus en difficulté. Le co-voiturage quant à lui ne fait plus recette dans une société où le « chacun pour soi » semble avoir pris le dessus. Si quelques entreprises s'organisent pour acheminer leurs employés les plus modestes, désormais les employeurs font de la possession d'un véhicule un critère d'embauche majeur

LA SITUATION SE DÉGRADE SUR LES SOLS DE L'ÉPOQUE MINIÈRE ET SIDÉRURGIQUE

POLLUTION: APATHIE

En 2030, la pollution des sols est là mais elle n'est pas visible à l'œil nu. Des mesures chimiques ont été faites et la préfecture a pris les arrêtés nécessaires pour interdire toutes activités humaines.

Mais avec l'augmentation de la population du département et la saturation des grands centres urbains a créé des besoins importants en urbanisation. En conséquence, les PLU n'ont rapidement plus été opposables et les terres agricoles ont été prises d'assaut pour construire de nouveaux lieux d'habitation et de services autour du

Bassin. La production agricole et le nombre d'exploitation agricole ont chuté de 95% en 17 ans. Seules des grosses unités de production agricole chinoise sont en activité. Les friches industrielles sont devenues d'énormes décharges et des « villages » de squatteurs chassés des grandes villes. La situation sanitaire des enfants y est catastrophique.

RÉDUCTION DES DÉCHETS : INACTIVITÉ LOCALE

TORPEUR SUR LES DÉCHETS

En 2030, l'accroissement de la population a entraîné une augmentation des quantités de déchets produits par habitant. Devant les plaintes de plus en plus importantes des tarnais suite aux nuisances engendrées, Tryfil a céssé de traiter des déchets hors de son département. La communauté de communes s'est retrouvée à devoir gérer ses propres déchets à savoir la collecte et le traitement car

pour le traitement rien n'a jamais été organisé sur l'Aveyron. Plusieurs lieux étaient à l'étude mais les décisions n'ont pas été prises et la population locale a fait savoir son mécontentement au cours de violentes manifestations



Le journal local de 2035 consacre un dossier complet au phénomène et au rôle joué par les Agenda 21 locaux : quels sont les grands titres pour chacune des pages du dossier :

CHAPEAU

TITRE DE LA BRÈVE

Texte descriptif



Le journal local de 2035 consacre un dossier complet au phénomène et au rôle joué par les Agenda 21 locaux : quels sont les grands titres pour chacune des pages du dossier :

CHAPEAU

TITRE DE LA BRÈVE

Texte descriptif